

89.053

Verbesserung der Wohnverhältnisse in Berggebieten. Revision

Amélioration du logement dans les régions de montagne. Révision

Botschaft und Gesetzentwurf vom 16. August 1989 (BBI III, 412)
Message et projet de loi du 16 août 1989 (FF III, 405)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. **Jelmini**, rapporteur: La loi que nous sommes appelés à réviser s'inscrit dans l'ensemble des mesures économiques et sociales que la Confédération adopte depuis longtemps en faveur des régions de montagne.

Le but spécifique de cette loi consiste dans le soutien financier à l'amélioration des conditions de logement de la population de montagne, dont les conditions de vie sont en général moins confortables par rapport aux exigences de la société moderne. Parmi les conséquences de l'aide apportée, il faut rappeler une amélioration de la qualité du logement qui contribue à renforcer la sédentarité et à réagir contre l'exode montagnard, continuellement menacé par la dégradation de la position des régions suisses de montagne.

La loi, entrée en vigueur le 1er janvier 1971, prévoyait l'allocation des aides financières jusqu'à la fin des années 80. Ce délai a été prolongé jusqu'au 31 décembre de l'année courante. Il paraît opportun, voire nécessaire, d'adopter une prolongation ultérieure de dix ans. En effet, durant les 20 années écoulées, 244 millions de francs ont permis d'améliorer 14 310 logements. Mais une enquête récente, menée par le groupement suisse pour la population de montagne, laisse entrevoir que dans plus de 1300 communes situées en régions de montagne, 28 000 logements ont encore besoin d'être assainis dans les dix prochaines années. Il faut rappeler qu'il s'agit d'une loi de subventions, dont l'application est donc subordonnée à une prestation du canton où se trouve le logement à améliorer.

L'ampleur des moyens financiers, dont on a de plusieurs côtés demandé l'augmentation, ne doit pas être traitée dans ce contexte, car elle est établie dans le budget et les crédits d'engagement qu'il comporte, et fera l'objet du débat annuel correspondant. En 1987 et 1988, d'ailleurs, les cantons n'ont pas épuisé les crédits d'engagement et pendant l'année écoulée ils n'y sont arrivés qu'à grand-peine. Ceci ne signifie pas qu'il n'y a pas de demande, mais plutôt que les carnets de commandes dans la branche de la construction étaient saturés et qu'une partie de celle-ci ne s'intéressait pas beaucoup aux travaux d'assainissement.

La délimitation des régions de montagne susceptibles de bénéficier d'une aide financière a été étendue récemment, par ordonnance, de la limite standard du cadastre de la production agricole à la zone I du cadastre de la production animale. Cette extension signifie que l'assainissement s'applique à quelque 186 000 habitants de plus et pourrait supposer une augmentation du crédit annuel d'engagement de quelque 8 millions de francs. Une extension ultérieure du champ d'application de la loi aux petites exploitations rurales de plaine ne peut pas être considérée dans cette loi. Le Conseil fédéral pourrait en tenir compte dans l'ordonnance de la loi encourageant la construction et l'accession à la propriété de logement qui devrait être complétée prochainement. Le représentant du Conseil fédéral vous le dira.

La nécessité de prolonger le délai d'allocation des aides financières a donné l'occasion de proposer d'autres amendements de la loi qui se sont révélés opportuns, soit pour répondre à

quelques suggestions apparues pendant la consultation, soit pour mieux réaliser les buts de la législation.

Ainsi, l'aide ne sera plus accordée uniquement aux familles et aux personnes à ressources modestes, en particulier aux familles nombreuses, mais sera rendue accessible à un plus large cercle de personnes, c'est-à-dire aux célibataires et aux communautés d'habitation. Les personnes âgées et les invalides ne sont plus spécialement mentionnés dans la révision mais continuent à être pris en considération dans la nouvelle teneur de la loi.

Cette modification a été particulièrement approfondie au sein de la commission, surtout dans la mesure où l'on abandonne, non seulement en apparence, la préférence de la famille. Finalement, on a admis que la nouvelle teneur adhère plus fidèlement au mandat constitutionnel, qui permet d'élargir le nombre des ayants droit, ce qui devrait contribuer à réduire l'exode des montagnards. Enfin, c'est aux cantons qu'il incombe d'analyser et de choisir les demandes à retenir, la Confédération n'ayant qu'un droit subsidiaire.

Aussi la préférence, pour l'octroi des subventions, n'a pas été donnée aux constructions agricoles parce que la loi s'applique à tout logement de montagne qui nécessite une amélioration sans que l'on doive se limiter aux constructions agricoles. La loi n'a pas pour but d'encourager le tourisme par la construction et l'assainissement de logements parce qu'elle viendrait pratiquement à subventionner des occasions de gain. Pour éviter des utilisations dans ce sens ainsi que la mise en réserve de logements, la nouvelle version précise que l'aide financière peut être accordée même si le logement à améliorer ou supplémentaire n'est pas tout de suite occupé par une famille ou des personnes à ressources modestes, mais seulement au moment du décompte de construction.

Dans l'énumération des ouvrages donnant droit à une subvention, on a voulu ajouter les constructions complémentaires comprenant deux logements ou plus dans certaines conditions, pour permettre de maintenir un cycle familial du logement, tel qu'il s'observe dans le monde rural. Il peut arriver, en effet, que lorsqu'un enfant, qui a l'intention de fonder une famille et de reprendre un jour l'exploitation, a besoin d'un logement, et que celui-ci ne peut pas être aménagé dans la ferme existante, on doive procéder à une construction complémentaire ou, si cela paraît raisonnable, à l'achat de tout ou partie d'un immeuble. Il s'agit d'une application plus flexible de la loi qui tient mieux compte de la réalité mais qui, toutefois, ne devra pas être confondue avec un simple encouragement à l'accession à la propriété qui, comme on l'a rappelé, n'entre pas dans les buts de la loi qui nous occupe. Une proposition visant à élargir ultérieurement les possibilités d'application concernant les constructions complémentaires a été rejetée par la majorité de la commission. Nous aurons l'occasion de nous en occuper dans la discussion de détail.

La loi actuellement en vigueur prévoit que les travaux bénéficiant d'une aide doivent tenir compte de l'aspect du village et du paysage. La révision proposée renforce les exigences en matière de construction par une attention accrue à la protection de la nature et du paysage ainsi qu'à l'aménagement du territoire.

Une proposition visant à introduire un examen supplémentaire au niveau fédéral dans le but du meilleur respect de ces exigences, qui avait aussi été présentée au stade de la consultation, n'a pas été retenue par la commission. Celle-ci estime que cette tâche appartient aux cantons, qui doivent assurer, dans la procédure d'autorisation, la coordination avec les diverses organismes concernés. Aussi, la proposition d'inclure dans le subventionnement les dépenses supplémentaires occasionnées par la protection du patrimoine naturel et du paysage n'a pas été acceptée parce que la considération de ces dépenses relève d'autres textes de loi fédéraux ou cantonaux. Voilà en bref le contenu de cette réforme. La commission, unanime, vous propose d'entrer en matière. Nous aurons ensuite la possibilité d'examiner quelques détails.

Küchler: Das Bundesgesetz über die Verbesserung der Wohnverhältnisse im Berggebiet ist ein wichtiges Instrument für die Erhaltung der dezentralen Besiedlung unseres Landes,

die ja ein erklärtes Ziel des 6. Landwirtschaftsberichtes darstellt.

Durch das Sanierungsgesetz können menschenwürdige Wohnverhältnisse im Berggebiet geschaffen werden, und diese wiederum bieten Gewähr, dass das Berggebiet auch in Zukunft bewirtschaftet und gepflegt wird.

Seit Bestehen des Gesetzes wurden über 14 000 Wohnungen saniert. Gemäss Erhebungen der SAB, der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für das Berggebiet, sind in den nächsten zehn Jahren weitere rund 28 000 Wohnungen zu sanieren. Allein im Kanton Obwalden – den ich hier vertreten darf – sind für die nächsten Jahre bereits 145 Objekte mit insgesamt etwa 250 Wohnungen zur Sanierung angemeldet. Der Bedarf zur Weiterführung der entsprechenden Finanzhilfen ist meines Erachtens eindeutig ausgewiesen.

Ich begrüsse auch, dass der Bundesrat durch die Aenderung der Verordnung vom 25. Januar 1989 den räumlichen Anwendungsbereich des Gesetzes auf die Zone I des Viehwirtschaftskatasters ausgedehnt hat, so dass rund 186 000 Einwohner unseres Landes zusätzlich unter das Sanierungsgesetz fallen. Ebenso notwendig scheint mir aber – neben dem räumlichen – auch eine Ausdehnung des personellen Geltungsbereiches, insbesondere die Ausdehnung auf Einzelpersonen, auf Invalide und Pflegebedürftige, wie der Herr Kommissionspräsident ausgeführt hat.

Die Ausdehnung des Berechtigtenkreises auch auf Ledige entspricht gerade im Berggebiet einem echten Bedürfnis. Wie die Erfahrung nämlich zeigt, sind vielfach die schlechten Wohnverhältnisse im Berggebiet mit ein Grund, dass Ehemalige keine Ehe eingehen können. Durch die im Gesetz vorgesehene Ausdehnung des personellen Geltungsbereiches lassen sich jedenfalls in Zukunft absurde Umgehungen, wie sie bis anhin in der Praxis immer wieder vorgekommen sind, vermeiden. Gleichzeitig wird eine Übereinstimmung, eine Kongruenz, zwischen dem im Gesetz umschriebenen Berechtigtenkreis und der Umschreibung in Artikel 34sexies der Bundesverfassung erzielt. Diese künftige Übereinstimmung zwischen Gesetz und Verfassung scheint mir notwendig zu sein. Der ausgewiesene grosse Sanierungsbedarf, die künftige Ausdehnung des räumlichen und personellen Geltungsbereiches des Gesetzes und die fortlaufende Bauteuerung verlangen aber meines Erachtens konsequenterweise, dass in Zukunft im Rahmen des jährlichen Budgets auch vermehrte Mittel bereitgestellt werden. Nur durch eine massive Aufstockung der finanziellen Mittel lassen sich falsche Hoffnungen, die sonst durch diese Revision geweckt werden könnten, vermeiden. Nur durch die Aufstockung der finanziellen Mittel lassen sich auch in Zukunft die sogenannten Wartefristen für die Sanierungen auf ein zumutbares Mass reduzieren.

So stehen beispielsweise wiederum bei uns in Obwalden heute 65 dringende Sanierungsobjekte an. Aufgrund der zur Verfügung stehenden Mittel können jährlich lediglich etwa 15 Wohnhaussanierungen durchgeführt oder unterstützt werden, so dass selbst in dringenden Fällen – ich betone: in dringenden Fällen – mit Wartefristen von über vier Jahren gerechnet werden muss. Diese Frist muss doch im Interesse der Betroffenen unter allen Umständen reduziert werden können.

Ein Letztes: In einem Postulat von 1987 habe ich auf den Zielkonflikt zwischen dem vorliegenden Sanierungsgesetz einerseits und dem Natur- und Heimatschutzgesetz andererseits aufmerksam gemacht. Ich habe darauf hingewiesen, dass gerade im Zusammenhang mit dem staatlich subventionierten Bauen jährlich Hunderte von wertvollen Bauten verschiedenster Baukategorien abgerissen werden und verschwinden und somit ganze Siedlungsbilder nachteilig beeinflusst werden.

Gemäss Artikel 3 des Natur- und Heimatschutzgesetzes werden zwar die Behörden und Amtsstellen verpflichtet, dafür zu sorgen, dass das Heimat-, Landschafts- und Ortsbild geschont wird. Doch vermag diese Bestimmung des Natur- und Heimatschutzgesetzes in der Praxis gegenüber Artikel 3 und 4 des vorliegenden Sanierungsgesetzes nicht effizient zu greifen, da bei Subventionierung vielfach sogar von Behördenseite her kurzerhand der Abbruch der Altbauten, verlangt wird. In der Kommission wurde uns zwar versichert, dass das Pro-

blem erkannt sei, und im neuen Artikel 4 der Gesetzesvorlage wird nun ausdrücklich auf die Anforderung des Natur- und Heimatschutzgesetzes hingewiesen. Die Kommission aber hat es leider abgelehnt, Artikel 4 anzureichern und dort klar zu sagen, dass Mehrkosten, die durch Natur- und Heimatschutzaufgaben verursacht werden, zu subventionieren sind.

Damit aber der neue Artikel 4 in der Vorlage nicht eine blosser Deklamation bleibt, müssen meines Erachtens die einschlägigen Verordnungen – insbesondere die Verordnung über die sogenannten Baukostengrenzen – bei der Verbesserung der Wohnverhältnisse im Berggebiet revidiert bzw. angepasst werden. Gleichzeitig sind die kantonalen und kommunalen Behörden vom Bund her vermehrt darauf aufmerksam zu machen, dass bei Sanierungen nicht primär die Neubauten im Vordergrund zu stehen haben, sondern vielmehr – gerade aus Natur- und Heimatschutzgründen – die Altbausanierung, d. h. die Erhaltung der bisherigen, ländlichen Bausubstanz und der Baukultur; dieser ist der Vorrang zu geben. Nur so lässt sich vermeiden, dass die Berggegenden – z. B. Appenzell, Innerschweiz, Wallis – mit langweiligen Schablonenhäusern bespickt werden, die überhaupt nicht in die jeweilige Landschaft passen.

Herr Bundesrat, ich wäre Ihnen sehr dankbar, wenn Sie im Anschluss an diese Gesetzesrevision der Anpassung der entsprechenden Ausführungsverordnungen die nötige Aufmerksamkeit schenken würden. In diesem Sinne bin ich für Eintreten auf die Vorlage.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: La présente loi fédérale relative à l'amélioration du logement dans les régions de montagne – avec ou sans neige – est certainement un des instruments importants de notre politique de régionalisation. En lui apportant les améliorations que nous vous proposons, sans doute rendrons-nous cet instrument encore un peu plus performant. Il correspond, comme l'ont rappelé M. Küchler et M. Jelmini, rapporteur, à une nécessité et à une volonté, non seulement des régions de montagne elles-mêmes, mais de l'ensemble du pays, parce que ce pays vit de l'harmonisation entre ses régions et que cet effort en faveur des régions de montagne est en réalité bénéfique pour le pays tout entier.

Deux questions m'ont été posées dans ce débat d'entrée en matière. Tout d'abord l'extension du champ d'application de la loi à de petites exploitations rurales de plaine. Lorsque cette loi aura été assainie par le Parlement, il est probable que le Conseil fédéral acceptera la proposition de mon département de compléter l'ordonnance d'application de la loi pour encourager la construction et l'accession à la propriété de logements, de façon à ce que de petites exploitations rurales de plaine puissent également en bénéficier.

Une deuxième question a été posée par M. Küchler. Le nouveau texte de la loi recouvre en substance celui de l'article 45 de l'ordonnance de la loi WEG, comme on l'appelle en abrégé. On a tenu compte de votre postulat de 1987, Monsieur Küchler, en prenant mieux en considération la conservation de sites construits et d'oeuvres architecturales. Il sera en effet nécessaire que ce soient des gens de talent qui puissent se consacrer à ces travaux, à leur préparation et à leur contrôle préalable et non pas, comme vous le disiez vous-même, des sortes de robots qui appliqueraient à l'ensemble de nos régions alpines strictement les mêmes règles, dans toute la Suisse, se méprenant ainsi sur le génie du lieu dont il faut tout particulièrement tenir compte ici.

Les exigences de la Ligue du patrimoine national, selon lesquelles le Service fédéral de la protection du patrimoine devrait procéder à un examen supplémentaire des demandes parvenues à la Confédération, ne seront pas retenues dans l'ordonnance; elles relèvent du domaine de compétence des cantons et si l'on veut précisément éviter cette «standardisation», c'est en laissant aux cantons leurs vraies compétences là où elles sont et en n'introduisant pas un bailli fédéral, en l'occurrence, que nous ferons le meilleur travail. Il est clair que, par la formulation de l'ordonnance d'application, nous donnerons un contenu à l'article 4 que nous vous proposons de voter dans cette loi. Cet article ne restera donc pas une proclama-

tion creuse mais sera la base d'un travail plus exigeant que par le passé.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I, Art. 1

*Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates*

Titre et préambule, ch. I, art. 1

*Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral*

Angenommen – Adopté

Art. 3 Abs. 1 Einleitung und Bst. f (neu), Abs. 2 Einleitung und Bst. d

*Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates*

Art. 3 al. 1 introduction et let. f (nouvelle), al. 2 introduction et let. d

*Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral*

Angenommen – Adopté

Art. 3 Abs. 1 Bst. e

*Antrag der Kommission
Mehrheit
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates*

Minderheit

(Gadient, Danioth, Piller, Schmid)
Ergänzungsbauten mit höchstens zwei Wohnungen, wenn die räumlichen Verhältnisse oder die Kostengründe eine Erweiterung der bestehenden Wohnverhältnisse nicht zulassen;

Art. 3 al. 1 let. e

*Proposition de la commission
Majorité
Adhérer au projet du Conseil fédéral*

Minorité

(Gadient, Danioth, Piller, Schmid)
Les constructions complémentaires comprenant deux logements au plus, lorsque les structures du bâtiment principal ou le coût prévisible des travaux ne permettent pas l'agrandissement des conditions d'habitation existantes;

Danioth, Sprecher der Minderheit: Ich war eigentlich immer schon auf Pikett; der Unterzeichner steht zu diesem Minderheitsantrag. Ich möchte damit nicht etwa das System zur Diskussion stellen, sondern meinerseits die Vorlage begrüßen und dem Bundesrat herzlich danken. Vor allem die Tatsache, dass Wohnraum für zwei Generationen geschaffen werden kann, scheint mir volkswirtschaftlich und sozialpolitisch sinnvoll zu sein in einer Zeit, wo die Generationen eher rasch auseinandergehen.

Nun zum Minderheitsantrag: Es geht ja um die Frage, ob Hauptgebäude oder Einbau in Bestehendes. Nach dieser Bestimmung sollen Finanzhilfen insbesondere für Ergänzungsbauten mit höchstens zwei Wohnungen gewährt werden, wenn im Hauptgebäude der Einbau einer zweiten Wohnung im Hinblick auf Kosten und Erfolg nicht zulässig ist.

Der Begriff Hauptgebäude lässt sich nicht so einfach interpretieren; das hat auch die Diskussion in der Kommission gezeigt. Die bisherige Praxis war in der Regel die, dass, wenn im Elternhaus kein Platz war, ein Ersatzneubau geschaffen werden konnte. Es gibt aber auch Bergbauern, die in Miete wohnen, die z. B. Stallungen zu Eigentum besitzen und die Nebengebäude wiederum gemietet haben. In diesem Falle besteht

keine Möglichkeit, über das vorliegende Bundesgesetz eine eigene Wohngelegenheit zu schaffen, wenn nicht ein sanierungsbedürftiges Wohnhaus erworben werden kann; also ein formelles Erfordernis. Sollte ein solcher Landwirt über das Wohnbau- und Eigentumsförderungsgesetz 1974 einen Wohnbau finanzieren, könnte ihm wegen der Doppelsubventionierung kein Investitionskredit gewährt werden.

Diesem Umstand trägt nun der Minderheitsantrag Rechnung, in dem festgehalten ist: «Ergänzungsbauten mit höchstens zwei Wohnungen, wenn die räumlichen Verhältnisse oder die Kostengründe eine Erweiterung der bestehenden Wohnverhältnisse nicht zulassen.» Der Passus «Einbau einer zweiten Wohnung» wird ersetzt durch die Formulierung «Eine Erweiterung der bestehenden Wohnverhältnisse nicht zulassen.» Die Erweiterung der Wohnverhältnisse wäre somit auch ausserhalb des bestehenden Hauptgebäudes möglich. Wichtig ist, dass der Konnex, der Zusammenhang mit dem Betrieb und damit natürlich mit der Wohnung, hergestellt ist.

Der Antrag war bereits in der Kommission gestellt worden; dort wurde er mit 7 zu 4 Stimmen abgelehnt. Allerdings ging er in der Kommissionssitzung weiter, indem verlangt wurde, es müsse mit Erfolg abgeklärt werden, ob eine derartige Erweiterung möglich sei. Das lässt sich ja im voraus nicht ohne weiteres festlegen. Diesen Zusatz haben wir nun weggelassen, und ich nehme an, dass damit auch eine Mehrheit für diesen damaligen Minderheitsantrag gefunden werden kann.

Mit voller Ueberzeugung möchte ich Ihnen Zustimmung zu dieser in den Auswirkungen geringfügigen, aber wertvollen Ergänzung vorschlagen.

M. Jelmini, rapporteur: Par la lettre e de l'alinéa premier de l'article 3, le Conseil fédéral propose d'ajouter aux objets pouvant être financés dans le cadre des mesures en faveur des régions de montagne, la construction d'un logement supplémentaire destiné aux parents et d'un logement destiné aux grands-parents qui seraient réalisés en dehors du bâtiment principal si celui-ci ne permettait pas d'y aménager un deuxième logement, mais en considération du coût prévisible des travaux ou des structures de ce bâtiment. La minorité voudrait élargir cette possibilité à d'autres critères, par exemple au paysan qui n'a pas assez de place dans l'appartement qu'il habite en tant que propriétaire ou locataire. Cette extension, qui avait déjà été proposée en consultation, n'a pas été retenue et la commission l'a rejetée par 7 voix contre 4.

Avec le Conseil fédéral, la majorité de la commission a préféré considérer avec une certaine prudence l'autorisation de construction complémentaire. En effet, il serait faux, selon l'esprit de la loi, de vouloir procurer, par une nouvelle construction, un logement de remplacement à celui qui a occupé un logement locatif ou en propriété trop petit, ou dont le bail a été résilié. Si un logement ne convient plus, ce n'est pas une raison suffisante de résoudre le problème par une construction nouvelle. On finirait par favoriser la construction de logements en général, au-delà du but de la loi que nous sommes appelés à approuver. On pourrait montrer une certaine compréhension en faveur d'immeubles ruraux, mais il ne faut pas oublier que cette loi ne concerne pas seulement les agriculteurs, n'importe qui pourrait théoriquement prétendre obtenir un financement parce qu'il ne dispose pas de logement convenable. On pourrait rencontrer des difficultés et des abus.

La commission a donc préféré s'en tenir à la version proposée par le Conseil fédéral, et je vous engage à l'appuyer.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Cette proposition est en soi sympathique et on pourrait être enclin à la retenir. Toutefois, je vous engage à voter avec la majorité de la commission. En effet, une telle proposition avait été envisagée préalablement par le Conseil fédéral, lorsqu'il a donné son feu vert à la consultation, mais cette dernière nous a montré que telle n'était pas la voie à choisir et le Conseil fédéral, expressément, a tranché contre une telle extension et en faveur du projet qui vous est soumis.

Je reste de l'avis que le gouvernement, qui n'a pas toujours raison, l'a en l'occurrence, et que la proposition de MM. Gadient et consorts aurait l'inconvénient de nous conduire à une

espèce de généralisation de l'aide à la construction de logements, du moins dans ces régions, qui n'est pas souhaitable parce qu'elle ne correspond pas au but véritable que nous voulons atteindre par la loi. Je pourrais considérer cette extension s'il ne s'agissait que de constructions agricoles, pour des agriculteurs. Or, ce n'est pas le cas. On n'a pas voulu limiter aux seuls agriculteurs le cercle des bénéficiaires de la loi. Dès lors qu'elle s'applique à ces régions, je pense qu'il ne faut pas aller trop vite en besogne. Le rapporteur de la majorité a souligné tout à l'heure les risques éventuels de court-circuitage de cette loi si on la dote de cette extension.

L'autorisation de construction complémentaire, qui était jusqu'à maintenant très restrictive et que la nouvelle loi permettra d'étendre, devra être comprise dans le cadre que le Conseil fédéral lui a fixé. Il ne faut pas, tout de suite, trop charger le bateau, comme le suggère la minorité de la commission. C'est dans cet esprit de mesure, étant bien entendu que nous ne sommes pas fermés pour l'éternité à toute modification ultérieure de la loi, que je vous demande de faire quelques expériences avec la loi prévue par le Conseil fédéral. Nous serons toujours à même de revoir notre copie dans quelques années, si nécessaire.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	18 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	6 Stimmen

Art. 4, 6, 21, Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 4, 6, 21, ch. II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	22 Stimmen (Einstimmigkeit)
---------------------------------	--------------------------------

An den Nationalrat – Au Conseil national

89.069

Internationale Arbeitskonferenz. 75. Tagung

Conférence internationale du travail. 75e session

Bericht, Botschaft und Beschlussentwurf vom 1. November 1989 (BBI III, 1592)

Rapport, message et projet d'arrêté du 1er novembre 1989 (FF III, 1505)

Antrag der Kommission

Eintreten und Kenntnisnahme vom Bericht

Proposition de la commission

Entrer en matière et prendre acte du rapport

Schönenberger, Berichterstatter: Gemäss Artikel 19 Absätze 5 und 6 der Verfassung der IAO haben die Mitgliedstaaten ihrem Parlament die von der Internationalen Arbeitskonferenz angenommenen Uebereinkommen und Empfehlungen innert einem Jahr seit dem Abschluss der jeweiligen Tagung zu unterbreiten. Somit befasst sich der Bericht des Bundesrates mit dem Uebereinkommen Nr. 167 und der Empfehlung Nr. 175 über den Arbeitsschutz im Bauwesen sowie mit dem Ueber-

einkommen Nr. 168 und der Empfehlung Nr. 176 über Beschäftigungsförderung und den Schutz gegen Arbeitslosigkeit. Er beantragt, das Uebereinkommen Nr. 168 über Beschäftigungsförderung und den Schutz gegen Arbeitslosigkeit zu genehmigen.

Ich nehme zu den beiden Uebereinkommen namens der Kommission wie folgt Stellung: Das Uebereinkommen Nr. 167 revidiert das Uebereinkommen Nr. 62 von 1937 über Unfallverhütungsvorschriften, welches den Hochbau betrifft.

Es liegt auf der Hand, dass das Bedürfnis nach Sicherheits- und Schutzbestimmungen für Arbeitnehmer sowohl des Hoch- wie auch des Tiefbaues besteht. Das führte denn auch zur Revision. Das Uebereinkommen Nr. 167 enthält allgemeine Bestimmungen über die Zusammenarbeit von Arbeitgebern und Arbeitnehmern zur Förderung von Sicherheit und Gesundheit auf den Baustellen, regelt Koordination und Verantwortlichkeiten zwischen verschiedenen, auf der gleichen Baustelle tätigen Unternehmen und stellt damit die Einhaltung der vorgeschriebenen Sicherheits- und Gesundheitsmassnahmen sicher.

Ein wichtiges Kapitel ist den Verhütungs- und Schutzmassnahmen gewidmet. Sodann befasst sich das Uebereinkommen mit der persönlichen Schutzausrüstung und -kleidung sowie der ersten Hilfe und den Sozialeinrichtungen.

Der Bundesrat hat dem Kampf für die Unfallverhütung auf Baustellen seit jeher eine besondere Aufmerksamkeit gewidmet. Die technischen und organisatorischen Massnahmen auf dem Gebiet der Sicherheit und Gesundheit am Arbeitsplatz entsprechen denn heute auch den wesentlichen Anforderungen, die im Uebereinkommen Nr. 167 gestellt werden. Trotzdem ist es nicht möglich, dieses Uebereinkommen zu ratifizieren, weil bezüglich des Uebereinkommens Nr. 167 eindeutig grundsätzliche Unterschiede zwischen diesem Instrument und unserem internen Recht bestehen.

Entgegen den Bestimmungen des Uebereinkommens sind die Selbständigerwerbenden in der Schweiz der anwendbaren Gesetzgebung über die Sicherheit und Gesundheit am Arbeitsplatz nicht unterstellt. Diese Divergenz verunmöglicht – wie gesagt – die Ratifizierung des Uebereinkommens so lange, als der persönliche Geltungsbereich des UVG für die obligatorische Versicherung auf die Arbeitnehmer beschränkt bleibt.

Es ist störend, dass wir dieses Uebereinkommen nicht genehmigen und damit ratifizieren können, ist es doch nicht zu streiten, dass Massnahmen zugunsten der Sicherheit im Bauwesen nur zu begrüssen sind. Der Bundesrat hat daher das Eidgenössische Departement des Innern beauftragt, innert angemessener Frist zu prüfen, welche Anpassungen unserer Gesetzgebung nötig wären, insbesondere was die Situation Selbständigerwerbender betrifft, um das Uebereinkommen Nr. 167 ebenfalls ratifizieren zu können. Dieser Auftrag des Bundesrates hat die Unterstützung der Aussenwirtschaftskommission gefunden.

Zum Uebereinkommen Nr. 168 über Beschäftigungsförderung und den Schutz gegen Arbeitslosigkeit liegt eine bundesrätliche Botschaft vor, mit welcher der Bundesrat die Genehmigung dieses Abkommens empfiehlt. Das Uebereinkommen ist von der Internationalen Arbeitskonferenz am 21. Juni 1988 an der 75. Tagung angenommen worden. Es revidiert das Uebereinkommen von 1944.

Seit jeher beschäftigt sich die Internationale Arbeitsorganisation mit der Beschäftigungspolitik, der Beschäftigungsförderung und der Arbeitslosenentschädigung. Seit dem Uebereinkommen Nr. 44 aus dem Jahre 1934 haben sich verschiedene neue Fragestellungen ergeben, wie zum Beispiel Langzeitarbeitslosigkeit, Jugendarbeitslosigkeit, mit der Eingliederung der Frauen verbundene Arbeitslosigkeit, Strukturveränderungen auf dem Arbeitsmarkt oder neue Arbeitszeitregelungen. Diesen Fragen widmet sich das Abkommen Nr. 168, dessen Hauptanliegen darin besteht, die Systeme zum Schutz gegen Arbeitslosigkeit mit der Beschäftigungspolitik zu koordinieren. Die Bestimmungen des Uebereinkommens Nr. 168 stehen im Einklang mit unserer Gesetzgebung zum Schutz gegen Arbeitslosigkeit. Einer Ratifizierung steht deshalb nichts im Wege.

Verbesserung der Wohnverhältnisse in Berggebieten. Revision

Amélioration du logement dans les régions de montagne. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.053
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.03.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	82-85
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 571

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.